



DERNIERES NOUVELLES D'ACHRAF



F.L.L.

Le dimanche 21 décembre 2014

Membres du corps médical de 15 pays condamnent le blocus du camp Liberty

Le 19 décembre 2014 - 7145 membres du corps médical de 15 pays ont appelé à la fin du blocus médical contre les habitants du camp Liberty en Irak. L'appel a été rendu public par le professeur Firouz Daneshgari, secrétaire général de la Fondation MDAid au Etats-Unis, lors d'une conférence de presse sur la situation médicale du camp Liberty.

Plusieurs signataires ont participé à la réunion par vidéoconférence depuis les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, la Suède, l'Italie et l'Australie. Mme Carrol Corillion, éminente membre de l'Académie nationale des sciences aux Etats-Unis, a exprimé son indignation concernant le blocus du camp Liberty et "la nécessité de prendre une action vigoureuse pour protéger les malades et blessés de ce camp d'opposants iraniens". Elle a déclaré le soutien de l'Académie nationale des sciences pour l'action des médecins du camp Liberty "qui n'ont d'autres revendications que l'accès de leurs patients aux services médicaux publics."

Des représentants du camp Liberty ont présenté la situation médicale du camp et ont expliqué les conditions dans lesquelles 22 habitants ont été tués à petit feu par les restrictions imposées par les autorités irakiennes sous la botte des dictateurs iraniens.

Le docteur Firouz Daneshgari, de l'université Case Western Reserve, a annoncé, à l'occasion de cette conférence, la déclaration de "7145 membres du corps médical aux Etats-Unis, Grande Bretagne, Suède, Italie, Belgique, Irak, Égypte, Jordanie, Maroc, Arabie Saoudite, Syrie, Émirats arabes unis, Turquie, Afghanistan et Soudan, pour une action internationale urgente afin de briser le blocus médical du camp Liberty."

" Le gouvernement américain et les Nations unies ont une responsabilité morale et légale de protéger les habitants du camp Liberty", ont souligné les signataires.

Conférence au Congrès américain sur les droits de l'Homme en Iran

Le 19 décembre 2014- Au dernier jour d'une exposition tenue à l'initiative de la communauté iranienne vivant aux Etats-Unis durant trois jours dans la salle spéciale des expositions au Congrès américain, il y a eu une conférence lors de laquelle plusieurs membres du Congrès et plusieurs personnalités américaines ont pris la parole.

Ed Royce, président de la commission des Affaires étrangères du Congrès, a affirmé : « Nous avons une responsabilité particulière à l'égard des habitants du camp Liberty et nous devons assumer nos responsabilités. »

Robert Stephen Ford, ancien ambassadeur des Etats-Unis en Syrie (de 2010 à 2014), a déclaré : « Le régime iranien ne souhaite pas un règlement politique du conflit en Syrie avec la participation de l'opposition syrien, le régime iranien ne souhaite pas un accord politique entre les sunnites et les chiïtes en Irak. Dans la pratique, le régime iranien a toujours attisé les tensions et les conflits interconfessionnels. »

Ileana Ros-Lehtinen, présidente de la sous-commission Moyen-Orient et Afrique du Nord a souligné : «C'est honteux de négocier avec un régime assassin qui veut exterminer les habitants du camp Liberty.





Le régime iranien emprisonne les dissidents politiques, harcèle les adeptes des autres religions et réprime tous ceux qui ne seraient pas d'accord avec le guide suprême de ce régime. »

Audience au Sénat italien sur l'Iran et l'Irak

Le 18 décembre 2014 - Deux commissions du Sénat italien ont organisé des audiences conjointes sur les violations des droits de l'Homme en Iran et sur les ingérences du régime iranien dans les pays du Moyen-Orient.

M. Struan Stevenson, le président de l'Association européenne pour la liberté en Irak (AELI) et Mme Dowlat Nowrouzi, la représentante du Conseil national de la Résistance iranienne au Royaume Uni, ont été entendus par les sénateurs et les dignitaires italiens.



Cette audience a été présidée conjointement

par le sénateur Paolo Corsini, vice-président de la commission des Affaires étrangères et le sénateur Luigi Manconi, président de la commission des droits de l'Homme du Sénat italien.

De nombreux dignitaires italiens, notamment l'ancien ministre des Affaires étrangères de l'Italie, Giulio Terzi et le secrétaire général de l'organisation humanitaire « Hands off Cane », Sergio D'Elia, ainsi que le secrétaire financier de cette organisation, Mme Elisabetta Zamparutti, ont assisté à l'audience.

Mme Dowlat Nowrouzi a lu lors de cette audience un message de Mme Maryam Radjavi, la présidente élue de la Résistance iranienne.

Mme Radjavi a évoqué dans son message que depuis six ans, les résidents du camp Liberty ont souffert d'un blocus inhumain imposé par des agents irakiens qui empêchent leur liberté de mouvement et leur accès à un avocat et qui exerce sur eux une torture psychologique avec des bruits assourdissants diffusés par des haut-parleurs en direction des habitations dans ce camp.

Elle a exhorté le gouvernement italien à agir pour mettre fin au blocus du camp Liberty, en particulier au blocus médical. Elle a souligné que le dossier du camp Liberty doit être remis à des institutions n'ayant aucun lien avec le régime iranien.